

Notre indépendance n'est pas un don des dieux

La présente contribution n'est pas un essai historique. C'est une conclusion de quelqu'un qui se veut observateur lucide d'une tranche importante de notre histoire nationale. Il en a vécu une partie. Pour l'autre partie il a profité des témoignages d'un père qui, en tant que député et socialiste, a contribué activement à façonner un État moderne au sortir de la guerre 1914-1918. Sa relation des faits et les commentaires qui s'y attachaient ont pris un poids singulier par son attitude intrinsèque tout au long de la tourmente. Les encouragements qu'il m'a prodigués m'ont été très précieux. Son courage tranquille a fait l'admiration de tous ceux qui l'ont connu à Hinzert, Leubus et Dachau.

La dépendance

Nous avons gagné notre indépendance nationale au plus tard au cours de la période qui a suivi la fin de la première guerre mondiale, lorsque les liens qui nous liaient à l'empire allemand furent coupés net. Depuis 1815 nous faisons partie d'une Europe que la Restauration avait privée d'une grande partie des droits et libertés que la Révolution française avait apportés aux pays passés sous influence française. Nous étions des sujets avant d'être citoyens.

Lié par le traité d'union douanière avec la Prusse, placé sous la tutelle de la garnison prussienne, exploité par le roi, le Grand-Duché souffrait d'une domination qui ne lui permettait guère de développer sa souveraineté par une volonté nationale.

Le changement de son statut en 1839, puis en 1867, n'apportait guère de changement marquant, dans la mesure où le destin des habitants était entre les mains de fonctionnaires étrangers ou d'origine étrangère que la bourgeoisie luxembourgeoise ne pouvait ni ne voulait contrôler dans la mesure où ses intérêts étaient saufs, tandis que la grande masse des citoyens, ni éligibles, ni électeurs, souffrait en silence.

Le tournant

Après la première guerre mondiale le droit de vote conféré au peuple l'obligeait à choisir son destin au moment même où le choix était rendu d'autant plus difficile que des problèmes politiques, sociaux et économiques graves et urgents se présentaient en même temps et que nos voisins croyaient pouvoir en profiter pour satisfaire leurs appétits.

Les choix entre 1919 et 1925 furent décisifs : le peuple entier devenu majeur politiquement a fait preuve de maturité et a jeté les bases d'un État de droit social et démocratique moderne. La destinée du pays se déterminait dorénavant avec la participation de tous les citoyens, influents ou modestes, riches ou pauvres. Le peuple luxembourgeois sut résister avec détermination aux tentations de tout genre qui venaient des pays voisins, fascisme, autoritarisme, conservatisme, réaction, antisémitisme et xénophobie. Il suivait sa voie sans détour dans la recherche de la liberté, de la justice sociale et du développement de ses institutions démocratiques.

À la réflexion on ne peut que s'étonner du degré de tolérance et de perspicacité dont a fait preuve un peuple depuis toujours tenu à l'écart de la gestion de sa destinée. Vers 1936, pratiquement tous les pays européens avaient viré vers des systèmes autoritaires voire fascistes : Allemagne, Hongrie, Pologne, Italie, Autriche, Espagne, Portugal, Roumanie, Bulgarie, Grèce. D'autres étaient secoués par des troubles socio-politiques graves : le rexisme en Belgique, les ligues en France, le populisme aux États-Unis.

En relisant la presse de l'époque, on constate que ces courants ne passaient pas à côté de notre pays et que la gravité des problèmes socio-économiques et politiques incitait les hommes politiques à rechercher des solutions dans une direction qui ne correspondait pas à notre tradition. Le référendum de 1937 coupa court à ces turbulences temporaires, qui prenaient leur origine dans le fait que nos dirigeants, conscients de notre faiblesse, cherchaient des remèdes dans le légalisme, phénomène fréquent dans les périodes agitées.

Temporairement divisés par ces questions, le peuple et ses dirigeants retrouvèrent cependant très vite leur unité, et un gouvernement sensible aux besoins et aux aspirations des citoyens pouvait

rallier derrière lui toutes les forces nationales pour faire face aux défis des deux années qui séparaient le pays de la guerre.

Les réformes institutionnelles et sociales de cette époque ont considérablement contribué à renforcer la cohésion nationale. L'occasion fut fournie par les fêtes du Centenaire de l'Indépendance. On peut d'ailleurs se poser la question, si la campagne du référendum a été effectivement ressentie de la même manière par le peuple que par la classe politique. Celui qui a vécu cette période doit s'étonner, avec quelle rapidité l'unité s'est refaite et combien la communion manifestée autour du Centenaire était sincère et générale. Nulle distinction de classe sociale, point de clivage politique ! Le sentiment national semblait éclore avec une ferveur d'autant plus grande que la menace extérieure le rendait plus nécessaire. Personne ne se défendait d'être patriote et beaucoup portaient avec conviction les insignes des fêtes de l'indépendance qui garnissaient la boutonnière qui, moins de deux années plus tard, était censée porter la croix gammée. Le Spéngelskrich de 1940 en fut un rappel particulièrement éloquent.

L'option

La volonté de résister par anticipation à l'attaque étrangère était évidente comme l'étaient d'ailleurs nos sympathies pour les démocraties opposées aux nazis. Le patriotisme de 1939 n'était pas un nationalisme dépourvu de choix (right or wrong my country). Deux faits sont significatifs :

— L'absence de véritables organisations fascistes et leur peu d'influence sur le peuple luxembourgeois. Si Allemands et Italiens avaient bien constitué des organisations groupant quelques ressortissants de ces pays, s'il y eut quelques initiatives fascistes du côté de citoyens luxembourgeois, jamais ces entreprises ne prirent une dimension comparable à celle de l'Action Française ou du Rexisme.

Le seul parti qui pouvait être taxé de fascisant se révéla par la suite sans réel support, et certains de ses élus se révélèrent d'authentiques démocrates. Aussi, les nazis ne s'y trompèrent-ils pas et écartaient-ils ce groupement comme tous les autres (Gleichschaltung).

Les choix délibérés ou instinctifs du peuple et des dirigeants luxembourgeois ne relevaient ni du seul patriotisme ni de la simple germanophobie : ces attitudes correspondaient à des convictions

profondes d'attachement à la démocratie, à l'humanisme et à une éthique ressentie autant que vécue.

Les options politiques tant internationales que nationales allaient bien au-delà d'un simple sentiment de sympathie. Elles s'inscrivaient dans un engagement positif pour les institutions démocratiques pluralistes. Hormis le référendum de 1937, on ne peut guère relever d'acte législatif qui ait trahi une hésitation dans ces choix, si ce n'est la loi interdisant de combattre dans la guerre d'Espagne que nous avions reprise de la Suisse.

L'engagement, le comportement du citoyen luxembourgeois correspondaient à ces idéaux de liberté, de tolérance et d'humanisme. Malgré la crise économique, malgré un pourcentage important d'étrangers, malgré un afflux considérable de réfugiés, les réactions xénophobes, antisémites, fascistes ou de rejet furent rares et superficielles.

J'ai un souvenir très vivant de ces hommes inconnus qui arrivaient dès 1935 sans préavis dans notre maison : syndicalistes, socialistes, réfugiés juifs de la Sarre récupérée par les nazis, qui avaient l'adresse de mon père, ancien syndicaliste et député socialiste. Je me souviens des discussions à notre table où l'on parlait de persécution, de prison et de police. Je me souviens de ce mot-clé : permis de séjour. Je me souviens des conversations téléphoniques de mon père avec son ami René Blum, Ministre de la Justice qui, soit délivrait ces permis, soit acceptait la présence d'immigrés illégaux. Je me souviens des visites de Juifs luxembourgeois venant solliciter l'appui de mon père pour des parents ou des amis.

Ces souvenirs certes personnels se recourent avec les données statistiques, dont il résulte que le Luxembourg a accueilli de loin le plus grand nombre de réfugiés par rapport à sa population. L'aide humanitaire trouvait un large soutien dans le peuple, et ceux qui feignaient l'ignorer pour n'évoquer que la courte période de septembre à décembre 1938, où, après l'occupation de l'Autriche et des Sudètes et la nuit du programme du 9. 11. 1938, les nazis débarquaient les réfugiés aux abords des frontières française, luxembourgeoise et belge et les poussaient à les traverser clandestinement, ne font justice ni aux autorités ni au peuple luxembourgeois plus accueillant que quiconque ailleurs. Ils oublient l'humiliante Conférence d'Evian que

Hitler avait souhaitée. Ils oublient le rôle déplorable que jouait à ce moment la Pologne antisémite.

Une résistance morale et politique

La résistance à l'oppression après l'occupation de 1940 n'était donc pas simplement antigermanique, ni purement antinazie. La résistance de 1940 à 1945 correspondait à un stade de développement et à une prise de conscience du peuple luxembourgeois, de ses traditions, de son âme, de ses aspirations. Associé à la gestion de sa destinée par le suffrage universel, le peuple luxembourgeois avait entrepris de réaliser l'égalité et la justice, de pratiquer la tolérance et de construire les institutions qui devaient garantir liberté, justice et démocratie. Ses choix étaient inconciliables avec le nazisme, le fascisme et l'autoritarisme.

Malgré leur inexpérience relative, chef d'État, Gouvernement et citoyens prirent instinctivement en 1940 les décisions qui devaient jeter les bases d'un indépendance réaffirmée et dorénavant incontestée. Ces décisions devaient par la suite se révéler d'autant plus significatives qu'elles relevaient d'une réaction spontanée — attestée par des maladroites et des insuffisances parfois caricaturales — et que ni les uns ni les autres ne commentent les erreurs que d'autres responsables politiques plus expérimentés, plus puissants et mieux organisés devaient commettre dans d'autres pays.

La controverse ex post

Dans ce contexte je me dois de faire appel à la prudence quant aux critiques adressées au Gouvernement en exil après la libération du pays.

En premier lieu, il faut souligner qu'en 1940 les quatre ministres ont su résister aux pressions et aux critiques qui leur venaient de la patrie occupée, tant des milieux politiques et administratifs que de l'opinion publique qui leur reprochaient d'avoir abandonné le pays. Que serait-il arrivé, si en août 1940 la Grande-Duchesse et le Gouvernement ou l'un d'eux avait cédé aux pressions et aux sollicitations qui réclamaient leur retour, y compris celles de diplomates américains ?

En second lieu les critiques adressées au Gouvernement sont imprégnées d'une amertume subjective compréhensible de la part

d'évadés qui se comparaient aux Français et Belges en situation éthique. Mais ils oublient la criante disproportion d'influence, de personnel, de relations et de moyens financiers qui caractérisaient la situation des quatre ministres assistés d'une dizaine de fonctionnaires en terre étrangère par rapport à la France, la Pologne etc. Les appréciations personnelles de ceux qui ont bravé les dangers et connu les prisons nazies françaises et espagnoles sont compréhensibles. Il est cependant certain qu'elles ont été grossies et exploitées par ceux qui à Londres avaient conçu le projet de renverser le Gouvernement et qui ont dressé des réquisitoires sévères mais subjectifs.

De toute façon, d'éventuelles insuffisances de la part de l'un ou l'autre ministre dans une situation déterminée ne sont que peu de chose comparée à l'ensemble des options et décisions du Gouvernement qui nous ont valu le respect et l'estime des grands alliés.

Enfin, en relisant l'histoire des faits entre 1918 et 1939, on ne peut que s'étonner de la maturité du peuple et du peu d'erreurs commises. Les difficultés étaient énormes : pays divisé, incertitude quant au choix du partenaire, difficultés économiques, injustices sociales etc. Les responsables politiques expérimentés étaient peu nombreux et fort divisés, les institutions démocratiques étaient peu rodées. Et malgré ces handicaps énormes, le peuple et ses responsables politiques, s'ils n'ont pas toujours réagi avec la promptitude voulue, ont cependant, surtout depuis 1936, su éviter les pires écueils et les erreurs commises autour de nous. Tous ne peuvent pas en dire autant.

Conclusions

Faut-il en tirer quelque fierté chauvine ? Y-a-t-il quelque supériorité ethnique ? Certainement pas, tant il est évident que de tout temps le pourcentage d'étrangers chez nous était grand et leur influence économique et sociale importante. Il n'est pas sans intérêt de constater que les milliers d'Allemands et d'Italiens vivant chez nous depuis bien avant 1940 se sont montrés discrets.

Mais il n'est ni présomptueux ni injustifié de voir dans notre histoire de 1918 à ce jour plus que l'effet du hasard. Il est légitime d'en tirer argument pour affirmer et notre capacité de gérer convenablement nos affaires et notre droit de défendre une certaine manière

de vivre, de choisir notre voie, de nous conduire entre nous et avec les autres.

Nous n'avons jamais péché par orgueil agressif, ni par une intolérance stupide. Nous avons au contraire été conscients de notre faiblesse, des limites de nos moyens et du besoin de vivre avec autrui. Est-ce cette conscience qui nous a fait éviter les erreurs les plus graves ? N'est-ce pas notre prudence liée à une tolérance instinctive qui a fait que nous avons su modérer notre tempérament, diversifier nos réactions, accepter sans trop de préventions les expériences venues d'autres lieux ?

Gardons-nous donc de toute superbe ! Sachons que notre indépendance n'est pas un don des dieux ni qu'elle n'est à jamais acquise. Sachons surtout en distinguant les véritables raisons et écarter toute tentation d'y voir une récompense due à une race supérieure voire à un peuple élu.

Robert KRIEPS
Ministre des Affaires culturelles